



C_2016_070

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Animation économique, ruralité et
agriculture

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:**

**Mission locale
Centre Var -
Attribution d'une
subvention et
convention
d'objectifs 2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Fabien MATRAS

Transmis le 2016

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans le cadre de son soutien aux politiques publiques de l'emploi, participe au financement des missions locales de son territoire, dont la Mission Locale du Centre Var.

La mission locale met en œuvre une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 ans révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale. Elle permet dans une logique de proximité :

- l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle,
- la prise en compte des problématiques périphériques freinant l'accès à l'emploi des jeunes,
- la veille et l'observation de la situation des jeunes,
- l'animation territoriale, le développement local, la conduite ou la participation à des projets locaux répondant aux spécificités des territoires.

La mission locale constitue aujourd'hui, en tant que pivot de l'accompagnement des jeunes, un réseau placé au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes.

Elle s'appuie sur les dispositifs mis en place par l'État, les régions, les départements, les communes et les intercommunalités, chacun dans leurs champs de compétences définies par la loi.

Le périmètre de la Mission Locale Centre Var comprend 3 communes de la Communauté d'Agglomération Dracénoise : Les Arcs Sur Argens, Taradeau et Vidauban.

Un projet de fusion avec la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence doit être achevé fin 2016.

L'objectif est de mettre en cohérence les zones d'intervention des missions locales dans le périmètre du SPEP-P et de rechercher ainsi une plus grande efficacité, efficience afin de permettre aux jeunes d'émarger aux mêmes dispositifs avec une seule organisation territoriale définissant des points d'accueil.

Ainsi, il est proposé d'attribuer à la Mission Locale du Centre Var une subvention d'un montant de 26 087 € pour l'année 2016.

Cette subvention étant supérieure à 23 000 €, il est nécessaire de procéder à la signature d'une convention d'objectifs ci-annexée précisant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifié par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 (article 6), applicable depuis le 1^{er} janvier 2006.

Envoyé en préfecture le 05/07/2016

Reçu en préfecture le 05/07/2016

Préfecture de

Reçu en préfecture le 05/07/2016
N° d'identification : 063-200495-2016-070-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Formation insertion professionnelle » réunie le 09 juin 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Mission Locale du Centre Var, ainsi que tout document y afférant.
- approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Mission Locale du Centre Var d'un montant de 26 087 € au titre de l'année 2016 (Imputation budgétaire : 6574.902).

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.